

KASAÏ ET KASAÏ CENTRAL

RAPPORT MENSUEL | MAI 2019



Rivière Loangatshimo (Kasai).

CONGO RESEARCH
GROUP

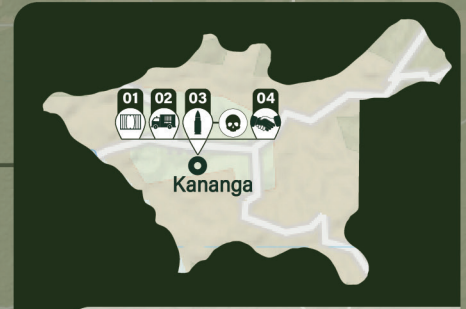
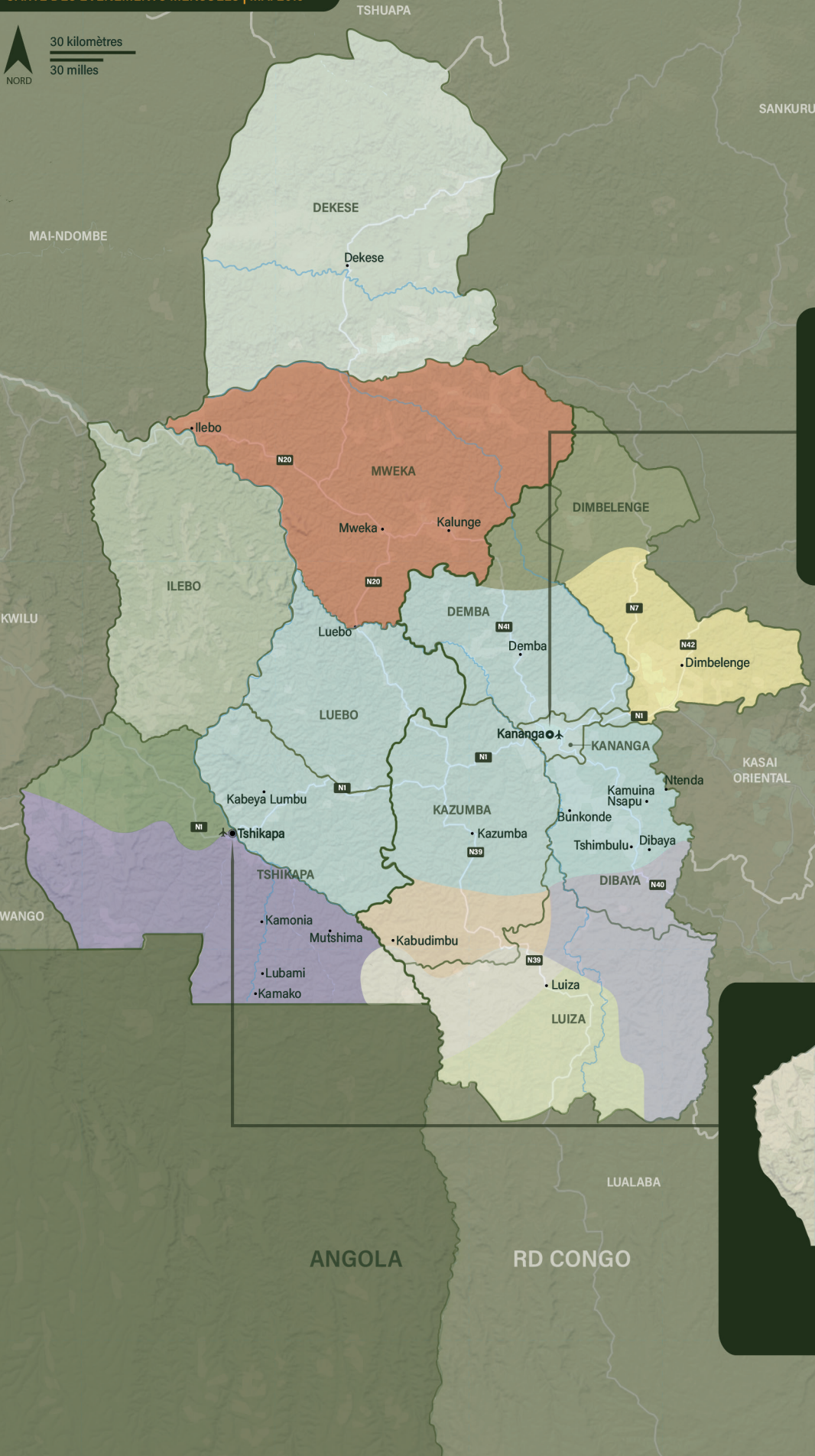
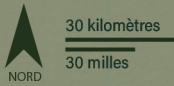


GROUPE D'ÉTUDE
SUR LE CONGO

KASAÏ ET KASAÏ CENTRAL

CARTE DES ÉVÉNEMENTS MENSUELS | MAI 2019

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



- ZONE DE KANANGA**
- 01** 7 et 9 Mai | Kananga
Evasions des ex-combattants Kamuina Nsapu de la prison centrale à Kananga
 - 02** 17 Mai | Kananga
Transfert de 45 ex-combattants Kamuina Nsapu
 - 03** 24 Mai | Kananga
Attaque sur deux églises | 1 mort
 - 04** 25 Mai | Kananga
Investiture d'un gouvernement provincial controversé



- ZONE DE TSHIKAPA**
- 05** 27 Mai | Kasala - 12 km NW de Tshikapa
Reddition du chef de milice Kamuina Nsapu et chef coutumier Mbawu Nkanka

GROUPES ETHNIQUES PRÉDOMINANTS

- Lunda and Chokwe
- Lulua
- Mongo
- Bindji
- Lundu
- Pende
- Kuba
- Kete
- Salampasu
- Mbagani (inc. Bindji)
- Mélangé



03 Chronologie

Type d'événement

CATÉGORIES D'ÉVÉNEMENTS

- Transfert de prisonniers
- Événement mortel
- Événement politique
- Criminalité urbaine
- Reddition de milice
- Evasion de prisonniers

RAPPORT MENSUEL | MAI 2019

Faits saillants:

- 01** — [Évasions des ex-miliciens Kamuina Nsapu de la prison centrale de Kananga les 7 et 9 mai, dont des accusés du meurtre des experts de l'ONU (Kasaï Central)
- 02** — [Transfert de 45 ex-combattants Kamuina Nsapu détenus à la prison centrale de Kananga vers les prisons de Ndolo (Kinshasa) et Angenga (Équateur) le 17 mai
- 03** — [Insécurité urbaine croissante à Kananga : attaques sur deux églises et un mort la nuit du 24 mai (Kasaï Central)
- 04** — [Investiture d'un gouvernement provincial controversé à Kananga le 25 mai (Kasaï Central)
- 05** — [Reddition le 27 mai du chef coutumier Mbawu Nkanka, jusque-là chef récalcitrant d'une des milices Kamuina Nsapu les plus redoutées, auprès du gouverneur de province (Kasaï) à Kasala (12km de Tshikapa)

A. Situation politico-sécuritaire au Kasaï et au Kasaï Central

L'installation des nouveaux gouvernements provinciaux est désormais en cours. Elle suscite des polémiques, notamment au **Kasaï Central**. En effet, le gouverneur Martin Kabuya Mulamba Kabitanga a publié, le 25 mai, la liste des membres de son gouvernement. Lors de l'élection au governorat en décembre 2017, Kabuya, alors candidat indépendant proche de la MP, avait perdu face à Denis Kambayi (PPRD). Il s'est représenté en 2019 comme candidat indépendant contre Valentin Ngandu du PPRD, après avoir été élu député provincial et national pour le compte de l'AFDC-A de Modeste Bahati Lukwebo. La publication du gouvernement provincial est intervenue après la visite à Kananga de deux puissants députés nationaux de la coalition Lamuka, plus particulièrement de la plateforme «Ensemble pour le Changement» de Moïse Katumbi. Il s'agit de Delly Sesanga (élu du territoire de Luiza) et Claudel André Lubaya (élu de la ville de Kananga). La famille Sesanga a récemment renforcé son influence politique sur la province à travers l'élection de Patrice-Aimé Sesanga, le père de Delly Sesanga, au poste de président de l'Assemblée provinciale au Kasaï Central.¹

Parmi les huit membres du nouveau gouvernement, trois sont issus de Lamuka; un autre est de l'UDPS mais son parti politique dit qu'il ne l'a pas mandaté pour entrer au gouvernement. L'UNC de Vital Kamerhe compte aussi un ministre provincial. Plus marquante est surtout l'absence des membres du PPRD, bien que le parti de l'ancien président Kabila ait le plus grand nombre de sièges à l'Assemblée provinciale, avec 11 des 33 élus. La réaction du PPRD le lendemain de la publication a été ainsi sévère. Un cadre provincial a qualifié le nouveau gouvernement de «clientéliste».²

Toujours au **Kasaï Central**, la situation sécuritaire à **Kananga** demeure inquiétante. Les 5 et 7 mai, d'importantes évasions de la prison centrale du chef-lieu de province ont eu lieu. Parmi les évadés, des dizaines d'ex-éléments des groupes de milice Kamuina Nsapu, dont cinq qui sont liés au meurtre des experts de l'ONU de 2017.³Après la deuxième évasion, un renfort militaire est arrivé pour sécuriser la prison.

Ensuite, le 17 mai, un groupe de 45 prisonniers a subitement été transféré vers deux prisons dans l'ouest du pays: Ndolo (Kinshasa) et Angenga (à Mbandaka, province de l'Équateur).⁴ Malgré ces transferts, la tension y a repris: le 23 mai, des coups de feu ont été entendus dans le périmètre de la prison, où les prisonniers s'étaient attaqués aux bureaux des responsables.⁵

Ces évasions font partie d'une importante recrudescence de l'insécurité urbaine à **Kananga**, qui se manifeste à travers la croissance de vols à main armée.⁶ En voici quelques exemples pour le mois écoulé: le 8 mai, les résidences de trois fonctionnaires internationaux de l'ONU ont été cambriolées.⁷ Le 9 mai, des voleurs armés en tenue militaire ont volé 2.000\$ de la maison du recteur adjoint de l'Université Notre Dame du Kasaï.⁸

Le 24 mai, deux églises à Kananga ont été attaquées par des hommes armés dans le quartier Azda, près de la gare ferroviaire. Un homme a été tué, et un autre blessé grièvement.⁹ Ce qui a abouti à la manifestation des membres du mouvement citoyen «Lutte pour le changement» (Lucha) le 30 mai contre l'insécurité dans la ville.¹⁰ Cette croissance de l'insécurité serait due à la présence des FARDC mal encadrés et mal payés, les évasions de la prison centrale et, cruciallement, la présence dans la ville des ex-miliciens Kamuina Nsapu qui se sont rendus après l'ascension au pouvoir de Félix Tshisekedi à l'élection présidentielle, mais qui ne sont pas pris en charge.

Dans la province du **Kasaï**, la reddition d'un des plus grands chefs coutumiers et chef de milice Kamuina Nsapu, Simon Mbawu Nkanka, a eu lieu le 27 mai à Kasala dans le groupement incorporé de Bena Kasala (ville de Tshikapa), à 12 km du centre-ville de Tshikapa. Elle s'est faite devant les autorités provinciales, notamment le nouveau gouverneur de province, Dieudonné Pieme Tutokot.¹¹ Mbawu Nkanka s'est rendu avec 62 éléments de sa milice, trois enfants et une femme, mais aussi avec les armes suivantes: six AK-47, un fusil Calibre 12 et un lance-roquette.¹² Le gouverneur a promis de s'occuper de sa situation. Cependant, le nombre d'armes qu'il a rendues ne représente qu'un dixième de son arsenal, selon une source militaire. Pour l'instant, ses miliciens sont cantonnés dans un site de Kamalenga, au sud de Tshikapa.¹³ Mbawu Nkanka est le premier chef coutumier à avoir amené le feu sacré « tshiota » du Kasaï Central au Kasaï en 2016, afin de créer une milice pour combattre son neveu, Mbawu Mutela, qui avait réussi à travers des alliés politiques à commencer à toucher le salaire étatique de son oncle en vertu de sa qualité de chef coutumier.¹⁴ Mbawu Nkanka est parmi les chefs Kamuina Nsapu les plus violents de la province du Kasaï: il a été impliqué dans la tuerie de 17 policiers le 1er décembre 2016. Lui et ses miliciens ont également « conquis » la ville de Tshikapa pendant quelques heures le 6 décembre 2016. Sa reddition pourrait représenter un pas important dans la consolidation de la paix au Kasaï, mais elle n'est pas sans embûche (voir ci-dessous).

B. Situation humanitaire et droits de l'homme

En octobre 2018, un énorme mouvement de la population a commencé à se dessiner à la frontière entre la RDC et l'Angola, au poste frontalier de **Kamako (Kasaï)**. Il s'agissait, pour la plupart, des personnes expulsées de la province angolaise de Lunda Norte. Ces ressortissants congolais étaient, pour la plupart, des personnes qui pratiquaient l'exploitation artisanale de diamant. Le gouvernement angolais a commencé les expulsions dans le but d'industrialiser davantage le secteur d'exploitation de diamant. Depuis le début des expulsions en octobre de l'an passé, environ 500.000 ressortissants congolais ont franchi la frontière, dont 402.300 entre le 1er octobre 2018 et le 21 janvier 2019, selon des sources officielles.¹⁵ La plupart de ces expulsions et retours volontaires ont eu lieu en octobre et novembre 2018. Cependant, entre le 1er janvier et le 14 mai 2019, la province du Kasaï a enregistré 16.713 cas d'expulsion et 3.484 cas de retour volontaire, selon des chiffres officiels. Dans cette province, la majorité de ces cas passe par Kamako (15.878 sur les 16.713 expulsés, selon les chiffres officiels).¹⁶ Cependant, il y a lieu de s'interroger sur les données officielles. Dans son rapport de situation qui date du 9 février 2019, le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) explique que le chiffre officiel des retournés volontaires et des expulsés fourni par la Direction Générale de Migration (DGM) «ne reprend pas en totalité 286.706 personnes rapportées dans différentes missions en attente d'inclusion dans les statistiques officielles», dont 103.675 retournés dans la province du **Kasaï Central**.¹⁷

Le Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (BCNUDH) a dénombré 43 violations graves des droits de l'homme au Kasaï et 19 au Kasaï Central en février 2019.¹⁸ Le province du Kasaï serait donc troisième en RDC, après le Nord Kivu (189) et le Sud Kivu (48). De ces violations, 14 ont été effectuées par les groupes Kamuina Nsapu, ce qui représente une augmentation par rapport aux 6 violations commises en janvier 2019.

C. Analyse et recommandations

Repositionnements politiques

La situation politique au **Kasaï Central** et au **Kasaï** est encore en mutation à la suite des élections de décembre 2018, et elle reflète des dynamiques politiques qui chevauchent le national et le provincial. A **Kananga**, le gouverneur Kabuya, en dépit de ses tendances politiques FCC, a lié son destin politique à celui de Sesanga et Lubaya. Ces derniers, bien qu'ils soient de la plate-forme Ensemble, avaient tout de même soutenu Félix Tshisekedi lors de l'élection présidentielle plutôt que Martin Fayulu, qui était soutenu par le leader d'Ensemble, Moïse Katumbi. Ceci pour des considérations politiques, étant donné la popularité du nouveau chef de l'État dans leur province. Sesanga semble prendre déjà ses distances avec Katumbi, en s'opposant à l'idée de transformer Ensemble en grand parti politique, bien qu'il promette de rester loyal à ce dernier.¹⁹

Mais les enjeux au Kasaï Central ont une autre dimension: celle de l'influence contestée d'Évariste Boshab, ancien ministre national de l'intérieur, ex-secrétaire général du PPRD et actuel député national de **Mweka (Kasaï)**. Ce dernier, longtemps perçu comme la main droite de l'ancien président Kabila dans l'ex-Kasaï Occidental, se voit combattu par de différents adversaires politiques, dont Sesanga et Lubaya à travers l'influence qu'ils auraient eue sur le gouverneur Kabuya et la composition du gouvernement provincial au Kasaï Central. Selon un cadre provincial du PPRD, le fait de nommer un gouvernement provincial sans aucun membre du PPRD, mais avec plusieurs membres de Lamuka, relève d'un règlement de comptes. Selon lui, Sesanga en voudrait encore à Boshab pour avoir empêché son père de devenir gouverneur du Kasaï Occidental en 2010.²⁰ D'autres sources indiquent que Boshab aurait soutenu les deux vice-gouverneurs du Kasaï Occidental et actuels députés nationaux – Anne-Marie Mbilambangu (Ilebo) et Maker Mwangi (Tshikapa) – contre Lubaya, qui fut gouverneur de l'ex-province entre 1999 et 2006. De surcroît, il faut souligner les vieilles querelles entre la communauté lubaphone/lulua, dont Lubaya fait partie, et les communautés minoritaires (pende, kuba, chokwe, lele), dont Boshab fait partie, qui ont secoué le Kasaï Occidental et qui avaient abouti à la création de la province de l'Unité kasaïenne en 1962.²¹

Lubaya et Sesanga seraient donc en train de contester la dominance de Boshab au Kasaï Central, en ayant trouvé un partenaire provincial en la personne de Kabuya, qui chercherait un contre-poids politique pour faire face au PPRD. Ce type de lutte de positionnement et de mainmise sur les provinces d'origine des politiciens nationaux avait aggravé les conflits et la violence dans l'espace Kasaï en 2016 et 2017.²²

A l'heure actuelle, l'un des autres phénomènes politiques en cours est le repositionnement de certains acteurs politiques. Deux cas importants se présentent : premièrement, le basculement de l'ancien président de l'Assemblée provinciale du **Kasaï**, François Madila (de Tshikapa) et l'ancien député national Pascal Tshitoka (de Luebo) du PPRD vers l'UNC de Vital Kamerhe, après avoir échoué respectivement aux élections provinciales et législatives nationales.²³ Madila et Tshitoka seraient en train de se positionner pour retrouver le pouvoir à l'issue des élections de 2023, en allant de l'autre côté de la coalition au pouvoir, soit du FCC vers le CACH. Le second cas concerne le député national FCC Constantin Mbengele, élu de Mweka.²⁴ Il serait en train de « divorcer » avec son sponsor Évariste Boshab.

En même temps, le nouveau gouverneur du Kasaï, Dieudonné Pieme, se voit confronté à une situation délicate : pour réussir, il devra nommer un gouvernement où les différentes communautés et leaders politiques se retrouveront. En plus, il devra gérer les attentes de son soutien politique de longue date, Évariste Boshab, qui avait appuyé sa candidature au gouvernorat au sein du FCC. Pieme est originaire du même territoire que Boshab dans le nord la province (**Mweka**), bien qu'il soit installé depuis longtemps à Tshikapa. Et finalement, il faudra prêter attention à la réaction des membres de l'autre grand camp politique au Kasaï pro-Maker Mwan-gu lorsque Pieme nommera son gouvernement.

Ces repositionnements risquent de créer de nouveaux épisodes de violence à court et à moyen terme, dans la mesure où la sponsorship des groupes de milices pourrait reprendre comme moyen d'avancer des agendas politiques. Peu après le début des violences au Kasaï en 2016, on a assisté au déclenchement d'une logique d'instrumentalisation de la violence, dans le but de se démarquer comme la personne clé pour le pouvoir national : celle qui peut à la fois « mettre le feu à sa propre maison » et l'éteindre.²⁵ De surcroît, les élections locales, si elles ont lieu comme prévu en septembre 2019, pourraient aboutir à de nouvelles tentatives d'instrumentalisation des groupes armés. Et finalement, la composition du gouvernement national pourrait également engendrer de nouvelles violences.

Enjeux sécuritaires et DDR

La reddition de Mbawu Nkanka pourrait représenter un pas important pour la paix au **Kasaï**. C'est aussi une victoire politique pour le nouveau gouverneur, Dieudonné Pieme. En effet, des sources concordantes à Tshikapa ont fait remarquer que Mbawu Nkanka avait attendu le retour de Pieme dans le chef-lieu de province avant de se rendre, en espérant avoir la garantie d'amnistie et de sécurité du nouveau gouverneur, qui adopterait le discours de réconciliation du président Tshisekedi.²⁶

Cependant, le chef ne se serait pas rendu avec la totalité de ses éléments, ni de ses armes. La gestion de « l'après-reddition » dans le cas de Mbawu sera donc capitale pour la consolidation de la paix à long terme.

Il est donc nécessaire de signaler que le plus grand défi à court terme pour la paix dans l'espace Kasaï demeure l'absence quasi-totale des programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR). Déjà en février 2019, la mauvaise gestion de la reddition des miliciens Kamuina Nsapu à **Kamako (Kasaï)** avait abouti à la tuerie de 19 d'entre eux par les FARDC, à la suite des exactions qu'ils commettaient contre la population.²⁷ Il va peut-être sans dire que l'absence de programmes DDR pour les miliciens rendus au Kasaï constitue un énorme risque pour la paix, comme l'on en voit ailleurs en RDC.²⁸ L'Unité d'Exécution du Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (UEPNDDR) s'occupe depuis plusieurs années uniquement des combattants déjà démobilisés.²⁹ Au même titre, malgré les diverses déclarations des autorités nationales et provinciales, on n'a pas encore vu une stratégie globale de pacification de cette région où au moins une douzaine de groupes armés persistent.

Le cas des ex-miliciens Kamuina Nsapu tués à Kamako en février 2019 démontre la manière dont la fraude liée à l'aide humanitaire, les tensions ethniques, l'insécurité, l'absence de programme de DDR et la politique peuvent créer un mélange nocif.³⁰ En effet, lors des redditions des miliciens Kamuina Nsapu à Kamako en début d'année, l'Administrateur de Territoire Adjoint (ATA) sur place avait essayé de les regrouper à Kamako, en leur promettant qu'il allait solliciter une aide de la province pour s'occuper d'eux. L'ATA leur avait demandé de rester cantonnés à l'école catholique après s'être désarmés. Cependant, l'aide de la province n'est pas venue ; ces ex-miliciens avaient commencé à se réarmer et à rançonner la population, notamment les commerçants au marché.

En même temps, un certain Honoré Balufu aurait été en train de procéder à une opération d'escroquerie de la population : il faisait imprimer des jetons marqués « Association des Membres Congolais (AMEC)/UNICEF » qu'il vendait à 3.000FC, en prétendant que l'obtention d'un jeton permettrait au détenteur de bénéficier d'une aide humanitaire de 300\$. L'ATA lui-même serait impliqué dans cette arnaque à travers sa femme, qui aurait fait partie de ceux qui vendaient les jetons. Lorsque l'UNICEF a entendu parler de cette situation, il l'a dénoncé publiquement à la radio à Kamako.³¹ Balufu fut arrêté, mais ensuite il a réussi à s'échapper. Il est allé s'installer dans sa résidence à Kamako, en faisant appel aux miliciens Kamuina Nsapu déjà présents afin de se constituer une force de protection. Balufu aurait dit que l'ATA lui avait demandé de chercher de nouvelles recrues en leur faisant payer 3.000FC chacun, soi-disant pour qu'ils puissent bénéficier d'un programme de réinsertion.³²

Cette réorganisation des miliciens est intervenue dans une situation où, depuis les événements de 2017, les tensions intercommunautaires s'étaient accentuées à cause de l'association faite entre les groupes des milices Kamuina Nsapu (composés principalement des ressortissants lubaphones) et la communauté lubaphone en général par les membres des communautés chokwe, pende et tetela.³³ A Kamako, un grand nombre de commerçants au marché sont de la communauté tetela. Leur riposte aux rançonnements des miliciens a été, entre autres, de s'attaquer aux lubaphones.

En même temps, les FARDC sont intervenues pour tenter de calmer la situation. Quelles que soient ses intentions, cependant, l'intervention du commandant FARDC qui a fini par tuer 19 miliciens a été interprétée par les membres de la communauté lubaphone comme une intervention « tribaliste ». Car le commandant FARDC serait de la communauté mongo de l'ancienne province de l'Équateur, et donc apparenté aux Tetela.

La situation actuelle à Kamako est plus calme qu'au mois de février. Cependant, cet épisode démontre la manière dont l'absence de programme de DDR peut engendrer des conséquences néfastes et parfois imprévues sur la sécurité et les relations intercommunautaires. **Il est donc urgent que les acteurs nationaux et internationaux mettent en place des programmes DDR appropriés dans l'espace Kasaï suivant un modèle basé sur les besoins et les désirs des différentes communautés afin de diminuer les possibilités de reprise des conflits et d'instrumentalisation des combattants actifs et démobilisés.**

RÉFÉRENCES


- 1 [Patrice-Aimé Sesanga a eu une longue carrière politique : ancien sénateur, ancien membre du comité central du Mouvement Populaire pour la Révolution \(MPR, le parti politique de l'ex président Mobutu\) et vice-ministre national.](#)
- 2 <https://www.actualite.cd/2019/05/25/kasai-central-absent-au-gouvernement-provincial-le-pprd-crie-au-clientelisme-et>
- 3 <https://www.radiookapi.net/2019/05/16/actualite/justice/kananga-le-parquet-revele-les-noms-de-nouveaux-evades-lies-au-meurtre-0>
- 4 <https://www.radiookapi.net/2019/05/21/actualite/justice/kasai-45-detenus-de-la-prison-de-kananga-transferes-ndolo-et-angenga>
- 5 <https://www.radiookapi.net/2019/05/24/actualite/securite/kasai-nouvelles-tensions-la-prison-centrale-de-kananga>
- 6 <https://blog.kivusecurity.org/fr/quand-la-criminalite-sexporte-dans-les-villes-de-la-rdc/>
- 7 Entretien, membre de la société civile, Kasaï Central, mai 2019.
- 8 Entretien avec la victime, Kasaï Central, mai 2019
- 9 <https://actualite.cd/2019/05/25/rdc-un-mort-et-un-blese-grave-dans-lattaque-dune-eglise-kananga>
- 10 <https://www.radiookapi.net/2019/05/31/actualite/securite/kananga-une-marche-de-la-lucha-contre-linsecurite-dans-la-ville>
- 11 https://www.mediacongo.net/article-actualite-51877_kasai_reddition_ce_lundi_du_chef_milicien_mbawu_nkanka.html
- 12 Entretien téléphonique avec source onusienne, mai 2019.
- 13 <https://actualite.cd/2019/05/28/kasai-reddition-tshikapa-dun-chef-milicien-implique-dans-le-meurtre-de-17-policiers>
- 14 <http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2018/07/French-Setting-Fire-to-your-Own-House-16Jul18.pdf>
- 15 Entretien avec source humanitaire, Kasaï, mai 2019. Le deuxième chiffre provient de: https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/angola_retournes_sitrep06.pdf
- 16 « Tableau récapitulatif des expulsions et de retour volontaire des Congolais par l'Angola en 2019 du 1er janvier au 14/05/2019 » fourni par source humanitaire, Kasaï, mai 2019.
- 17 https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/angola_retournes_sitrep06.pdf, p.2.
- 18 <https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/unjhr0 - analysis of the human rights situation in drc feb 19 fr final 0.pdf>
- 19 <http://congoresearchgroup.org/retour-de-moise-katumbi-en-rdc-quelles-implications-politiques/>
- 20 <https://www.actualite.cd/2019/05/25/kasai-central-absent-au-gouvernement-provincial-le-pprd-crie-au-clientelisme-et>
- 21 <http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2018/07/French-Setting-Fire-to-your-Own-House-16Jul18.pdf> , pp.35-36
- 22 <http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2018/07/French-Setting-Fire-to-your-Own-House-16Jul18.pdf> , surtout les pages 22-25.
- 23 Entretiens avec un membre de la société civile et un fonctionnaire de l'ONU, Kasaï, mai 2019
- 24 Entretien avec un fonctionnaire de l'ONU, Kasaï, mai 2019.
- 25 <http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2018/07/French-Setting-Fire-to-your-Own-House-16Jul18.pdf> , p.26
- 26 Entretiens avec deux membres de la société civile, Kasaï, mai 2019.
- 27 <http://www.rfi.fr/afrique/20190226-rdc-moins-19-miliciens-kamuina-nsapu-tues-kasai-armee>
- 28 Voir, par exemple, le plaidoyer récent de l'Administrateur du Territoire de Lubero (Nord Kivu) pour la création des sites pour les miliciens désireux de désarmer: <https://actualite.cd/2019/05/30/lubero-plaidoyer-de-lat-pour-lerection-dun-site-daccueil-des-miliciens-desireux-de>
- 29 <https://uepnddr.cd/>
- 30 Ce paragraphe et les deux autres qui suivent sont basés sur des entretiens avec 2 membres de la société civile et un fonctionnaire de l'ONU au Kasaï, mai 2019.
- 31 Entretien avec fonctionnaire de l'ONU, Kasaï, mai 2019.
- 32 Entretien avec membre de la société civile, Kasaï, mai 2019.
- 33 A propos des tensions intercommunautaires liées au conflit au Kasaï, voir: <http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2018/07/French-Setting-Fire-to-your-Own-House-16Jul18.pdf>, pp.17-20. Voir également: <https://monusco.unmissions.org/la-monusco-soutient-un-retour-au-calme-%C3%A0-kamako>



Aéroport de Tshikapa avant le retour du gouverneur Dieudonné Pieme.

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant à but non lucratif qui s'efforce de comprendre et d'expliquer la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous menons des recherches rigoureuses sur différents aspects du conflit qui sévit en République démocratique du Congo. Toutes nos recherches s'appuient sur une profonde connaissance historique et sociale du problème en question. Nos bureaux se trouvent au Centre de coopération internationale de l'Université de New York.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur les www.congoresearchgroup.org et www.gecongo.org

 GEC@CRG
www.congoresearchgroup.org
www.cic.nyu.edu

Center on International Cooperation
726 Broadway, Suite 543
NY 10003, New York